

01 mars 2022



# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES – MARS 2022



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET  
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir davantage de transparence et une plus grande responsabilité en matière budgétaire.

Ce rapport présente des prévisions de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles.

Analystes principaux :

Nora Nahornick, analyste principale

Caroline Nicol, analyste principale

Jason Stanton, analyste principal

Collaborateurs :

Nasreddine Ammar, analyste principal

Robert Behrend, conseiller-analyste

Régine Cléophat, analyste

Mark Creighton, analyste

Krista Duncan, analyste

Jamie Forsyth, analyste

Jill Giswold, analyste

Sarah MacPhee, analyste

Katarina Michalyshyn, analyste

Ben Segel-Brown, analyste principal

Diarra Sourang, conseillère-analyste

Kaitlyn Vanderwees, analyste

Ce rapport a été préparé sous la supervision de :

Kristina Grinshpoon, directrice par intérim

Chris Matier, directeur général

Louis Perrault, directeur par intérim

Nancy Beauchamp, Marie-Ève Hamel Laberge et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez nous écrire à l'adresse suivante : [dpb-pbo@parl.gc.ca](mailto:dpb-pbo@parl.gc.ca).

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

# Table des matières

---

<b>Résumé</b>	<b>3</b>
Perspectives économiques	3
Perspectives financières	5
Hypothèses et risques principaux	8
<b>Appendix A: Perspectives économiques détaillées</b>	<b>11</b>
<b>Appendix B: Composition du PIB nominal</b>	<b>12</b>
<b>Appendix C: Perspectives de revenus détaillées</b>	<b>13</b>
<b>Appendix D: Perspectives détaillées concernant les charges de programmes</b>	<b>14</b>
<b>Appendix E: Compte des opérations de l'assurance-emploi</b>	<b>15</b>
<b>Appendix F: Charges de programmes directes</b>	<b>16</b>
<b>Appendix G: Perspectives concernant la dette fédérale</b>	<b>17</b>
<b>Appendix H: Comparaison des perspectives par rapport à celles établies en août 2021</b>	<b>18</b>
<b>Appendix I: Comparaison par rapport à la <i>Mise à jour économique et budgétaire de 2021</i></b>	<b>19</b>
<b>Notes</b>	<b>20</b>

# Résumé

---

Ce rapport présente des prévisions de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles. Ces perspectives tiennent compte des données allant jusqu'au 18 février 2022, inclusivement, et des mesures annoncées par le gouvernement dans la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021* publiée en décembre.

La section suivante donne un aperçu condensé des perspectives du DPB. Les précisions au sujet des projections sont présentées dans les annexes de A à I.

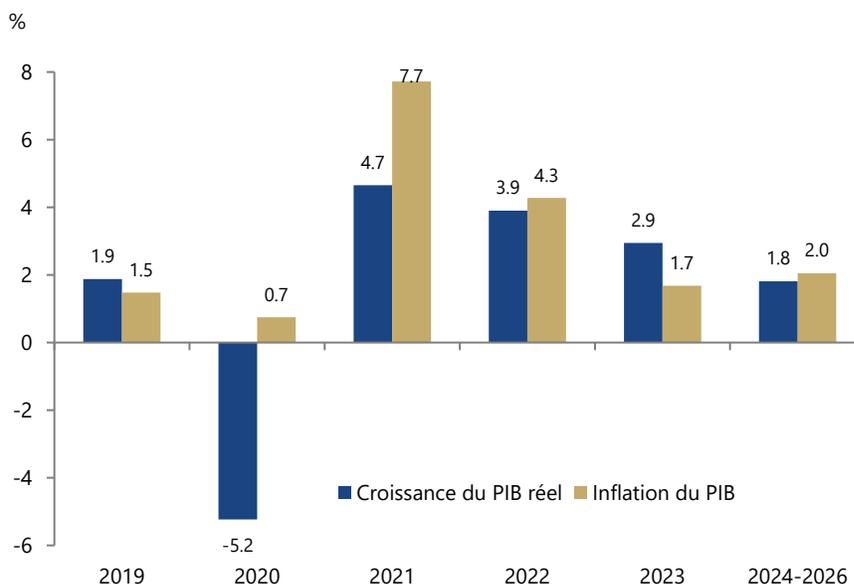
## Perspectives économiques

---

Après un début d'année 2022 plutôt faible, le DPB prévoit que la croissance de l'économie canadienne reprendra nettement au cours du deuxième trimestre et qu'elle demeurera solide durant la deuxième moitié de l'année, alors que se poursuit la réouverture progressive de l'économie (figure 1). Nous prévoyons que les dépenses de consommation et les exportations stimuleront la croissance du PIB réel en 2022 et en 2023, malgré le repli des investissements résidentiels et des dépenses gouvernementales qui freine modérément la croissance.

Cependant, nous prévoyons que la croissance robuste atténuera rapidement les écarts de production (c'est-à-dire, le PIB réel par rapport au PIB potentiel) d'ici la fin de 2022. Considérant la vigueur de la demande, les contraintes d'approvisionnement persistantes et les prix des produits de base élevés, l'inflation dans l'ensemble de l'économie (PIB) continuera de dépasser la croissance du PIB réel en 2022.

**Figure 1 Croissance du PIB réel et inflation du PIB**



Sources : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget

Note : La période de prévision s'étend de 2021 à 2026.

Si l'on se fie aux prévisions à court terme<sup>1</sup> les prix du pétrole brut devraient redescendre des sommets qu'ils connaissent présentement tout en demeurant élevés. Les cours du West Texas Intermediate (WTI) et du Western Canadian Select (WCS) devraient avoisiner respectivement 72 \$ US et 58 \$ US le baril, en moyenne, à moyen terme (tableau 1). Les prix des produits de base autres qu'énergétiques devraient eux aussi accuser un certain recul après les sommets records atteints, mais ils demeureront nettement supérieurs aux niveaux historiques à moyen terme.

La tendance haussière des prix des produits de base, les prix à la consommation élevés et la vigueur de la reprise économique nous permettent de projeter une croissance du PIB nominal de 6,5 % en moyenne par année de 2022 à 2023, suivie d'une croissance modérée de 3,9 % à moyen terme.

**Tableau 1** Résumé des perspectives économiques

% sauf indication contraire	Prévision					
	2019	2020	2021	2022	2023	2024-2026
Croissance du PIB réel	1,9	-5,2	4,7	3,9	2,9	1,8
Emploi (milliers)	19 049	18 493	19 272	19 703	19 908	20 390
Taux de chômage	5,7	9,5	7,4	5,9	5,4	5,4
Prix du pétrole WTI (\$ US)	57	39	68	79	70	72
Inflation de l'IPC	2,0	0,7	3,4	4,0	2,0	2,1
Taux directeur de la Banque du Canada	1,75	0,25	0,25	1,00	2,00	2,25

Sources : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : L'emploi et le taux directeur de la Banque du Canada sont les valeurs de la fin de période.

L'inflation, mesurée en fonction des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (IPC), devrait demeurer au-dessus de la cible de 2 % en 2022. Cela dit, à mesure que les contraintes d'approvisionnement s'atténueront<sup>2</sup> et dès que les prix de l'énergie redescendront des sommets atteints, nous prévoyons que l'inflation de l'IPC retrouvera sa cible au cours du premier trimestre de 2023.

En nous appuyant sur nos perspectives concernant l'inflation et l'écart de production, nous prévoyons que la Banque du Canada va augmenter son taux directeur de 75 points de base cumulatifs, relevant le taux à 1 % d'ici la fin de 2022. Celui-ci devrait ensuite continuer à progresser graduellement jusqu'à ce qu'il atteigne, dans le premier trimestre de 2024, le taux d'intérêt neutre (nominal) de 2,25 %. Les rendements des obligations à long terme du gouvernement devraient atteindre leurs niveaux neutres, ou leurs niveaux de régime permanent, d'ici le milieu de 2024<sup>3</sup>.

Grâce à la reprise de l'économie et à la levée des dernières restrictions sanitaires, nous prévoyons que l'emploi connaîtra de gains solides au cours de 2023. Le taux de chômage devrait continuer à diminuer et descendre en deçà de son niveau d'avant la pandémie (5,8 %) au troisième trimestre de 2022. Il devrait ensuite demeurer stable à 5,4 %.

Considérant la révision à la hausse de notre prévision concernant les prix des produits de base et des prix à la consommation, nous avons majoré nos prévisions concernant le PIB nominal – la mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement – de 43 milliards de dollars (1,5 %) par année, en moyenne, pour la période 2022-2026 par rapport à notre prévision de référence du coût des promesses électorales (CPE) établie en août 2021<sup>4</sup>.

## Perspectives financières

Le déficit budgétaire en 2020-2021 a subi l'influence de facteurs majeurs extraordinaires, mais temporaires, entraînés par le déclin de l'activité économique et l'instauration d'un très vaste éventail de mesures de soutien.

Les derniers résultats pour l'exercice 2020-2021 font état d'un déficit budgétaire de 327,7 milliards de dollars (ou 14,9 % du PIB), dont 261,8 milliards de dollars associés au Plan de relance COVID-19 du gouvernement<sup>5</sup>.

Le DPB prévoit des déficits budgétaires de 139,8 milliards de dollars en 2021-22 et de 47,9 milliards de dollars en 2022-2023 (tableau 2). Par rapport à la taille de l'économie, le déficit en 2021-2022 représente 5,6 % du PIB – un recul considérable par rapport à l'exercice précédent qui a enregistré le déficit budgétaire le plus important depuis le début de la série, en 1966-1967.

Le déficit devrait continuer de se résorber, pour atteindre 17,5 milliards de dollars en 2026-2027 (0,6 % du PIB), alors que la croissance des recettes fiscales suit les gains économiques et que la croissance des dépenses liées aux programmes demeure limitée, avec une moyenne annuelle de 3,0 % de 2023-2024 à 2026-2027.

Les frais de la dette publique devraient plus que doubler par rapport à 2020-2021 et atteindre 46,0 milliards de dollars en 2026-2027 en raison de l'accumulation record de la dette et des taux d'intérêt plus élevés<sup>6</sup>.

Notre prévision tient compte des nouvelles mesures annoncées par le gouvernement dans la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021* publiée en décembre et le projet de loi C-10, totalisant 52,9 milliards de dollars de 2021-2022 à 2025-2026<sup>7</sup>, excluant les autres mesures prévues dans la plateforme électorale de 2021 du Parti libéral du Canada.

**Tableau 2** Résumé des perspectives financières

G\$	Prévision						
	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Revenus budgétaires	316,4	373,3	397,0	422,0	445,0	466,8	488,5
Charges de programmes	608,5	478,1	410,2	421,2	428,8	444,6	460,9
Frais de la dette publique	20,4	24,4	26,6	32,5	39,2	43,5	46,0
Pertes actuarielles	15,3	10,5	8,1	6,5	2,7	1,2	-0,9
Total des charges*	644,2	513,0	444,9	460,2	470,7	489,3	506,0
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-327,7</b>	<b>-139,8</b>	<b>-47,9</b>	<b>-38,3</b>	<b>-25,7</b>	<b>-22,5</b>	<b>-17,5</b>
<b>Dette fédérale</b>	<b>1 048,7</b>	<b>1 186,7</b>	<b>1 234,6</b>	<b>1 272,9</b>	<b>1 298,6</b>	<b>1 321,1</b>	<b>1 338,6</b>
% du PIB							
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-14,9</b>	<b>-5,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,6</b>
<b>Dette fédérale</b>	<b>47,5</b>	<b>47,7</b>	<b>45,8</b>	<b>45,1</b>	<b>44,3</b>	<b>43,4</b>	<b>42,3</b>

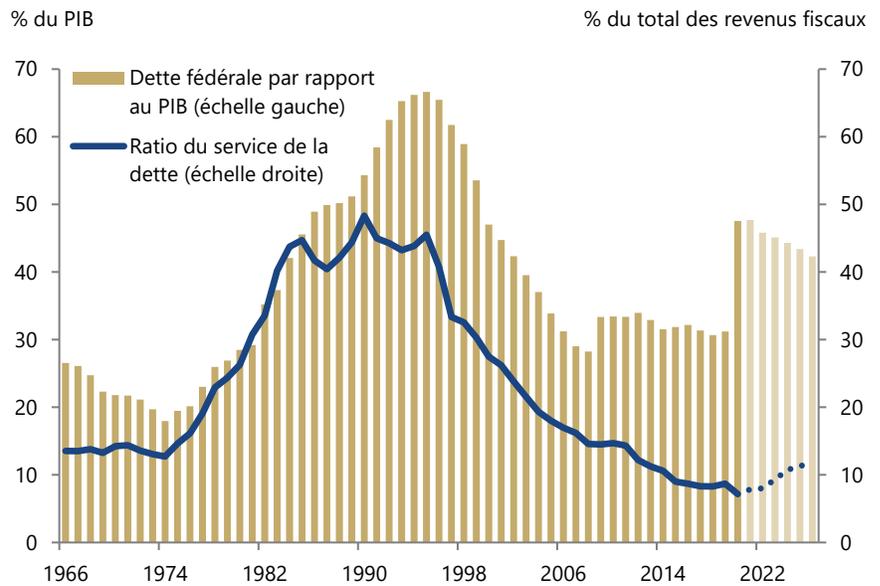
Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : \* Total des charges indiqué ici comprend les pertes actuarielles. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le ratio de la dette du gouvernement au PIB devrait atteindre un sommet à 47,7 % du PIB en 2021-2022 avant de revenir progressivement à moyen terme à 42,3 % (figure 2).

Étant donné les faibles taux d'intérêt, le coût de service de la dette fédérale a atteint son niveau le plus bas enregistré en 2020-2021, à 7,2 % des recettes fiscales, malgré la hausse record de la dette. Alors qu'une hausse des taux d'intérêt anticipée, le ratio du service de la dette du gouvernement (soit les frais de la dette publique par rapport aux recettes fiscales) demeurera bas, atteignant 11,5 % des recettes fiscales en 2026-2027. Ce ratio est bien en-deçà du sommet de 48,3 % atteint en 1990-1991, et il correspond au ratio du service de la dette observé en 2013-2014<sup>8</sup>.

**Figure 2 Ratios de la dette fédérale et du service de la dette**



Sources : Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les données correspondent aux exercices financiers (2021 correspond ainsi à l'exercice 2021-2022). La période de projection s'étend de 2021-2022 à 2026-2027.

Comparativement à la prévision de référence du CPE établie en août 2021, nous prévoyons des déficits budgétaires supérieurs de seulement 1,7 milliard de dollars, en moyenne, de 2021-2022 à 2025-2026, en raison des mesures additionnelles annoncées dans la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021* et le projet de loi C-10 largement compensées par l'évolution de la situation économique et financière (tableau 3)<sup>9</sup>.

En raison de résultats budgétaires cumulatifs plus solides que prévu en 2020-2021 et de données robustes d'exercice pour 2021-2022, les rentrées fiscales de la période de projection ont été révisées à la hausse. Jumelées aux révisions en hausse des revenus et des dépenses de

consommation, nos perspectives concernant les revenus ont été majorées de 8,2 milliards de dollars, en moyenne, de 2021-2022 à 2025-2026.

Abstraction faite des mesures budgétaires additionnelles, nous avons révisé à la baisse les charges de programmes en raison notamment des autres paiements de transfert gérés par les ministères, plus bas que prévu<sup>10</sup>.

**Tableau 3 Évolution du solde budgétaire depuis août 2021**

G\$s	2020- 2021	Prévision				
		2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026
<b>Solde budgétaire – août 2021</b>	-334,7	-138,2	-42,7	-35,6	-24,8	-24,6
Mesures fiscales supplémentaires	-9,6	-25,1	-12,3	-7,1	-4,2	-4,2
Autres développements économiques et financiers	16,6	23,5	7,2	4,4	3,3	6,3
<b>Solde budgétaire – mars 2022</b>	-327,7	-139,8	-47,9	-38,3	-25,7	-22,5

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les mesures fiscales supplémentaires comprennent les mesures politiques de la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021* du gouvernement et le projet de loi C-10. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Hypothèses et risques principaux

Les perspectives du DPB présentent un scénario de base pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles. Elles ne constituent pas une prédiction des résultats économiques et financiers futurs. Les hypothèses et les risques principaux sont décrits ci-après.

L'incertitude entourant les prévisions demeure élevée. Cela dit, abstraction faite des mesures de la plateforme électorale encore à réaliser et du budget du gouvernement à venir, nous jugeons que les risques qui pèsent sur nos prévisions économiques et financières sont plutôt équilibrés.

### Pandémie de COVID-19

Les perspectives économiques et financières du DPB sont établies sous réserve de l'évolution de la pandémie, elle-même plutôt incertaine. Nous avons supposé qu'il n'y aurait pas de vague subséquente importante d'infections et d'hospitalisations attribuables au coronavirus et à de nouveaux variants, et que les restrictions par ordonnance de santé publique seront éliminées progressivement au cours de l'année.

Nos prévisions reposent sur l'hypothèse voulant qu'un fort pourcentage d'immunité collective, associé à la fois à la multiplication récente du nombre d'infections et à la prise de la dose de rappel de vaccin, se traduise par un nombre relativement stable d'hospitalisations, malgré l'assouplissement des mesures sanitaires<sup>11</sup>.

Les scénarios privilégiant un pourcentage d'immunité collective plus faible pourraient produire une hausse du nombre d'infections et d'hospitalisations, conséquence de l'assouplissement des mesures sanitaires. Dans ces scénarios, la réouverture complète pourrait être retardée, et les mesures sanitaires, rétablies.

### **Inflation**

En nous appuyant sur des prévisions externes à court terme et aux prix à terme, nous prévoyons que les prix des produits de base devraient redescendre des sommets actuels, à mesure que prennent fin les perturbations de la production et que s'apaisent les préoccupations géopolitiques. Les prix des produits de base, en particulier les prix du brut, pourraient demeurer aux sommets actuels, voire même augmenter davantage, si les perturbations de la production et les préoccupations géopolitiques devaient durer plus longtemps que prévu, exerçant ainsi une pression à la hausse sur les producteurs et les prix à la consommation.

Cependant, nous supposons que les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les pénuries se régleront au cours de 2022, contribuant à modérer les taux d'inflation de l'IPC d'un trimestre à l'autre. Toutefois, les contraintes d'approvisionnement pourraient durer plus longtemps que prévu, exerçant une pression à la hausse sur l'inflation de l'IPC<sup>12</sup>.

### **Dépenses additionnelles liées aux catastrophes naturelles**

Les catastrophes naturelles associées aux phénomènes météorologiques extrêmes et à grande échelle posent des risques à la fois économiques et financiers. Dans l'éventualité de telles catastrophes, le gouvernement fédéral serait tenu de verser une aide financière aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC).

Dans la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021*, le gouvernement a affecté 5 milliards de dollars en 2021-2022 pour s'acquitter de sa part des coûts de rétablissement en vertu des AAFCC, et pour d'autres coûts liés aux catastrophes naturelles qui se sont produites récemment en Colombie-Britannique.

Avec l'augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes<sup>13</sup>, une aide financière additionnelle pourrait devoir être versée aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu des AAFCC, creusant davantage les déficits budgétaires et alourdissant la dette fédérale à moyen et à long terme.

### **Mesures de la plateforme électorale encore à réaliser et budget de 2022**

Nos prévisions ne tiennent pas compte des dépenses additionnelles relatives aux autres engagements de la plateforme électorale ni aux initiatives découlant du budget de 2022.

Nous estimons que les autres mesures de la plateforme représenteraient 48,5 milliards de dollars en nouvelles dépenses de 2021-2022 à 2025-2026<sup>14</sup>. Ces mesures posent un risque accru d'augmentation de nos prévisions pour le déficit et la dette à moyen terme.

Si le budget de 2022 devait comprendre des dépenses permanentes plus substantielles par rapport aux dépenses prévues, il existe un risque que la trajectoire descendante de la dette fédérale au PIB que nous prévoyons à moyen terme doive être inversée.

## Appendix A: Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	2019	2020	Prévision					
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Croissance du PIB réel</b>								
Mars 2022	1,9	-5,2	4,7	3,9	2,9	1,8	1,8	1,8
Août 2021	1,9	-5,3	6,1	4,2	1,9	1,6	1,6	1,6
<b>Croissance du PIB potentiel</b>								
Mars 2022	1,9	1,4	1,0	1,5	1,8	2,0	1,9	2,0
Août 2021	1,9	1,5	1,0	1,5	1,7	1,8	1,9	1,8
<b>Inflation du PIB</b>								
Mars 2022	1,5	0,7	7,7	4,3	1,7	2,0	2,1	2,1
Août 2021	1,7	0,8	6,9	2,7	2,0	2,1	2,1	2,1
<b>Croissance du PIB nominal</b>								
Mars 2022	3,4	-4,5	12,7	8,3	4,7	3,9	3,9	3,9
Août 2021	3,6	-4,6	13,4	7,1	3,9	3,7	3,8	3,7
<b>PIB nominal (milliards de \$)</b>								
Mars 2022	2 311	2 207	2 488	2 695	2 821	2 930	3 045	3 164
Août 2021*	2 311	2 207	2 502	2 678	2 782	2 885	2 994	3 104
<b>Taux des bons du Trésor à 3 mois</b>								
Mars 2022	1,7	0,4	0,1	0,6	1,6	2,2	2,2	2,2
Août 2021	1,7	0,4	0,1	0,4	1,0	1,5	2,0	2,2
<b>Taux des obligations du gouvernement à 10 ans</b>								
Mars 2022	1,6	0,7	1,4	2,0	2,5	3,0	3,0	3,0
Août 2021	1,6	0,7	1,3	1,4	1,8	2,3	2,8	3,0
<b>Taux de change (cents US / \$ CAN)</b>								
Mars 2022	75,4	74,6	79,8	81,7	84,7	85,9	86,3	86,4
Août 2021	75,4	74,6	80,0	81,5	83,3	84,1	84,4	84,4
<b>Taux de chômage</b>								
Mars 2022	5,7	9,5	7,4	5,9	5,4	5,4	5,4	5,4
Août 2021	5,7	9,5	7,6	5,8	5,4	5,4	5,4	5,4
<b>Inflation de l'IPC</b>								
Mars 2022	2,0	0,7	3,4	4,0	2,0	2,1	2,1	2,1
Août 2021	2,0	0,7	2,9	2,6	2,1	2,1	2,2	2,1
<b>Croissance du PIB réel américain</b>								
Mars 2022	2,3	-3,4	5,7	3,9	2,6	1,9	1,8	1,8
Août 2021	2,3	-3,4	6,5	4,9	2,0	1,9	1,8	1,8
<b>Prix du pétrole WTI (\$ US)</b>								
Mars 2022	57	39	68	79	70	71	72	73
Août 2021	57	39	67	66	65	66	67	69

Sources : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : \* Les niveaux du PIB nominal d'août 2021 ont été ajustés en fonction des données historiques.

## Appendix B: Composition du PIB nominal

% du PIB	2019	2020	Prévision					
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Parts des dépenses</b>								
Dépenses de consommation finale des ménages	56,2	55,6	53,3	54,4	55,5	56,0	56,0	56,0
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	1,7	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	20,7	22,7	21,9	20,6	19,6	19,3	19,2	19,2
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,7	4,1	4,0	3,9	3,7	3,7	3,6	3,6
Investissements résidentiels	7,3	8,4	9,7	9,1	8,7	8,3	8,2	8,2
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	11,3	10,7	9,8	10,1	10,7	10,9	10,9	11,1
Investissements en stocks	0,7	-1,0	-0,5	-0,6	0,1	0,3	0,5	0,4
Exportations de biens et services	32,2	29,4	30,7	32,0	31,8	32,0	32,2	32,2
Importations de biens et services	33,8	31,4	30,4	30,9	31,5	31,9	32,0	32,0
<b>Parts des revenus</b>								
Rémunération des salariés	50,8	52,5	51,0	50,7	50,9	50,7	50,7	50,7
Revenu mixte net	9,0	9,5	8,8	8,6	8,6	8,6	8,7	8,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	10,0	10,3	12,0	11,2	10,8	10,7	10,5	10,3
Revenu des investissements	2,6	2,6	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,6	17,7	16,5	16,2	15,7	15,7	15,6	15,7
Impôts moins les subventions sur la production	4,4	1,2	2,5	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,6	6,1	6,3	6,8	7,2	7,4	7,6	7,8

Sources : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

## Appendix C: Perspectives de revenus détaillées

G\$	Prévision						
	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	2026- 2027
<b>Impôts sur le revenu</b>							
Impôt sur le revenu des particuliers	174,8	185,7	198,0	208,4	217,7	228,1	238,4
Impôt sur le revenu des sociétés	54,1	58,1	59,3	62,0	66,8	70,4	73,5
Impôt sur le revenu des non-résidents	8,1	9,5	10,1	10,5	10,8	11,3	11,7
Impôt total sur le revenu	237,0	253,3	267,4	280,8	295,3	309,8	323,6
<b>Taxes et droits d'accise</b>							
Taxe sur les produits et services	32,4	41,7	45,5	47,8	50,1	52,1	54,2
Droits de douane à l'importation	4,3	5,2	6,1	6,6	6,9	7,2	7,5
Autres taxes et droits d'accise	10,3	11,8	12,5	12,6	12,7	12,8	12,9
Total des taxes et droits d'accise	47,0	58,8	64,1	67,0	69,7	72,1	74,6
<b>Autres revenus fiscaux</b>							
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,0	0,0	0,1	0,9	0,9	1,0	1,0
Cotisations d'AE	22,4	24,3	26,7	28,5	30,2	32,2	34,5
<b>Autres revenus</b>							
Sociétés d'État entreprises	-10,5	9,9	8,2	9,1	9,4	9,3	9,4
Autres programmes	14,1	18,9	20,3	22,6	23,9	24,6	25,5
Revenu net des opérations de change	2,2	1,3	1,8	2,3	2,6	2,7	2,8
Total des autres revenus	5,7	30,1	30,3	34,0	35,9	36,6	37,7
<b>Total des revenus budgétaires</b>	<b>316,4</b>	<b>373,3</b>	<b>397,0</b>	<b>422,0</b>	<b>445,0</b>	<b>466,8</b>	<b>488,5</b>
<b>% du PIB</b>							
Total – revenus fiscaux	12,9	12,5	12,3	12,3	12,5	12,5	12,6
Produits du régime de tarification de la pollution	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1
Autres revenus	0,3	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2
Total – revenus budgétaires	14,3	15,0	14,7	14,9	15,2	15,3	15,4

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Appendix D: Perspectives détaillées concernant les charges de programmes

G\$	Prévision						
	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
<b>Principaux transferts aux personnes</b>							
Prestations aux aînés	58,5	61,6	68,6	73,3	77,5	81,8	86,3
Prestations d'AE	58,4	39,8	27,0	24,5	24,8	25,4	26,4
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	55,8	16,4	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	27,4	26,4	25,5	26,6	27,3	28,0	28,6
<b>Total</b>	<b>200,1</b>	<b>144,3</b>	<b>121,3</b>	<b>124,4</b>	<b>129,6</b>	<b>135,2</b>	<b>141,3</b>
<b>Principaux transferts aux autres administrations</b>							
Transfert canadien en matière de santé	45,9	43,1	45,2	49,1	51,9	54,0	56,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	15,0	15,5	15,9	16,4	16,9	17,4	17,9
Péréquation	20,6	20,9	21,9	23,8	25,1	26,2	27,2
Formule de financement des territoires	4,2	4,4	4,6	4,7	5,0	5,2	5,4
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	4,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5
Soins à domicile et soins de santé mentale	1,3	1,5	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	0,0	3,0	4,5	5,5	6,5	7,7	7,7
Autres transferts aux gouvernements	15,4	-5,3	-5,5	-6,0	-6,3	-6,6	-6,9
<b>Total</b>	<b>106,7</b>	<b>85,3</b>	<b>90,1</b>	<b>97,2</b>	<b>102,7</b>	<b>107,6</b>	<b>111,2</b>
<b>Charges de programmes directes</b>							
Autres paiements de transfert	182,7	122,8	86,8	88,9	87,0	89,0	91,9
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	119,1	125,6	112,1	110,7	109,6	112,7	116,5
<b>Total des charges de programmes directes</b>	<b>301,8</b>	<b>248,4</b>	<b>198,9</b>	<b>199,6</b>	<b>196,5</b>	<b>201,7</b>	<b>208,4</b>
<b>Total des charges de programmes</b>	<b>608,5</b>	<b>478,1</b>	<b>410,2</b>	<b>421,2</b>	<b>428,8</b>	<b>444,6</b>	<b>460,9</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>20,4</b>	<b>24,4</b>	<b>26,6</b>	<b>32,5</b>	<b>39,2</b>	<b>43,5</b>	<b>46,0</b>
<b>Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes</b>	<b>628,9</b>	<b>502,5</b>	<b>436,8</b>	<b>453,7</b>	<b>468,0</b>	<b>488,1</b>	<b>506,9</b>
Pertes actuarielles nettes	15,3	10,5	8,1	6,5	2,7	1,2	-0,9
<b>% du PIB</b>							
Principaux transferts aux particuliers	9,1	5,8	4,5	4,4	4,4	4,4	4,5
Principaux transferts aux autres administrations	4,8	3,4	3,3	3,4	3,5	3,5	3,5
Charges de programmes directes	13,7	10,0	7,4	7,1	6,7	6,6	6,6
<b>Total des charges de programmes</b>	<b>27,6</b>	<b>19,2</b>	<b>15,2</b>	<b>14,9</b>	<b>14,6</b>	<b>14,6</b>	<b>14,6</b>

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Appendix E: Compte des opérations de l'assurance-emploi

G\$	Prévision							
	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	2026- 2027	
<b>Revenus</b>								
Cotisations d'assurance-emploi	22,4	24,3	26,7	28,5	30,2	32,2	34,5	
Cotisations des employés fédéraux	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
<b>Total des revenus</b>	<b>22,9</b>	<b>24,8</b>	<b>27,2</b>	<b>29,0</b>	<b>30,7</b>	<b>32,7</b>	<b>35,0</b>	
<b>Dépenses</b>								
Prestations	33,7	39,8	27,0	24,5	24,8	25,4	26,4	
Frais d'administration	2,5	3,0	2,1	2,1	2,2	2,3	2,4	
<b>Dépenses totales</b>	<b>36,3</b>	<b>42,8</b>	<b>29,1</b>	<b>26,6</b>	<b>27,0</b>	<b>27,7</b>	<b>28,8</b>	
	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	(...)	<b>2028</b>
Solde annuel	-6,4	-24,6	-4,0	1,5	3,3	4,5		7,6
Solde cumulatif	-1,3	-25,8	-29,8	-28,3	-25,0	-20,4		0,3
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurables)	1,58	1,58	1,58	1,63	1,68	1,73		1,83

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. La période de prévision s'étend de 2021 à 2028.

## Appendix F: Charges de programmes directes

G\$	Prévision						
	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	2026- 2027
<b>Autres paiements de transfert</b>							
Frais de carburant retourné	4,6	5,0	8,3	11,6	13,0	15,2	17,1
Subvention salariale d'urgence du Canada	80,2	20,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres paiements	98,0	97,6	78,5	77,3	74,0	73,8	74,8
<b>Total des autres paiements de transfert</b>	<b>182,7</b>	<b>122,8</b>	<b>86,8</b>	<b>88,9</b>	<b>87,0</b>	<b>89,0</b>	<b>91,9</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>							
Dépenses personnelles	57,8	56,3	56,0	56,0	57,4	59,2	61,1
Sociétés d'État consolidée	7,0	7,9	8,1	8,5	8,9	9,2	9,6
Autres dépenses de fonctionnement	48,3	32,0	32,7	33,6	34,7	35,7	37,0
Mesures stratégiques	0,0	22,5	7,9	5,2	1,6	1,4	1,3
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>113,1</b>	<b>118,7</b>	<b>104,8</b>	<b>103,4</b>	<b>102,6</b>	<b>105,6</b>	<b>109,0</b>
<b>Charges d'amortissement des immobilisations</b>	<b>6,0</b>	<b>6,9</b>	<b>7,3</b>	<b>7,3</b>	<b>7,0</b>	<b>7,2</b>	<b>7,5</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations</b>	<b>119,1</b>	<b>125,6</b>	<b>112,1</b>	<b>110,7</b>	<b>109,6</b>	<b>112,7</b>	<b>116,5</b>
<b>Total des charges de programmes directes</b>	<b>301,8</b>	<b>248,4</b>	<b>198,9</b>	<b>199,6</b>	<b>196,5</b>	<b>201,7</b>	<b>208,4</b>

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Appendix G: Perspectives concernant la dette fédérale

G\$	Prévision						
	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	2026- 2027
<b>Créditeurs et charges à payer</b>	207,4	202,6	220,3	231,4	241,5	253,5	266,1
<i>Dette contractée sur les marchés*</i>	1 109,8	1 247,3	1 289,3	1 296,2	1 319,5	1 340,9	1 358,4
<i>Régimes de retraite et autres</i>	319,7	360,7	345,2	331,4	329,0	345,4	359,3
<i>Autres passifs</i>	15,4	17,3	17,9	18,0	18,3	18,6	18,8
Dette portant intérêt	1 444,8	1 625,3	1 652,3	1 645,5	1 666,8	1 704,8	1 736,5
<b>Total des obligations</b>	<b>1 652,2</b>	<b>1 827,9</b>	<b>1 872,6</b>	<b>1 876,9</b>	<b>1 908,2</b>	<b>1 958,3</b>	<b>2 002,6</b>
Actifs financiers	502,4	536,5	529,6	491,8	493,4	517,0	539,4
Actifs non financiers	101,1	104,7	108,4	112,2	116,2	120,3	124,6
<b>Total des actifs</b>	<b>603,5</b>	<b>641,2</b>	<b>638,0</b>	<b>604,0</b>	<b>609,6</b>	<b>637,3</b>	<b>663,9</b>
<b>Dette fédérale (obligations moins actifs)</b>	<b>1 048,7</b>	<b>1 186,7</b>	<b>1 234,6</b>	<b>1 272,9</b>	<b>1 298,6</b>	<b>1 321,1</b>	<b>1 338,6</b>
Dette fédérale (% du PIB)	47,5	47,7	45,8	45,1	44,3	43,4	42,3
Dette contractée sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	314,7	319,2	314,6	320,4	314,1	316,9	319,8
<b>Besoins d'emprunt, de la <i>Loi autorisant certains emprunts</i></b>	<b>1 424,5</b>	<b>1 566,5</b>	<b>1 603,9</b>	<b>1 616,6</b>	<b>1 633,6</b>	<b>1 657,8</b>	<b>1 678,3</b>

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : \* Les exigences d'emprunt en vertu de la *Loi autorisant certains emprunts* concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Appendix H: Comparaison des perspectives par rapport à celles établies en août 2021

G\$	Prévision					
	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	6,8	1,9	1,5	3,1	4,1	5,1
Impôt sur le revenu des sociétés	3,4	0,8	1,1	1,2	3,3	4,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	-0,7	-0,9	-1,1	-1,3	-1,3	-1,4
Impôt total sur le revenu	9,4	1,8	1,4	3,0	6,1	8,2
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	2,7	1,7	1,1	1,0	0,5	0,2
Droits de douane à l'importation	0,1	-0,2	0,1	0,2	0,3	0,3
Autres taxes et droits d'accise	-0,2	0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Total des taxes et droits d'accise	2,6	1,7	1,0	1,1	0,6	0,3
<b>Autres revenus fiscaux</b>						
Produits issus de la redevance sur les combustibles	-0,6	-0,0	-0,2	-0,3	-0,4	-0,5
Cotisations d'AE	-0,0	1,0	1,1	1,1	1,4	2,2
Autres revenus	2,4	1,5	-1,0	1,0	2,6	3,5
Total des revenus budgétaires	13,9	6,0	2,4	6,7	11,2	14,8
<b>Principaux transferts aux personnes</b>						
Prestations aux aînés	-0,3	-0,4	0,9	1,0	1,0	0,9
Prestations d'AE	-3,4	-1,3	-0,0	1,4	2,6	2,8
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-1,8	0,7	0,2	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,0	-1,5	-1,4	-0,9	-0,6	-0,5
Total	-5,5	-2,5	-0,3	1,5	3,0	3,2
<b>Principaux transferts aux autres administrations</b>						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	-0,2	-0,0	0,4	0,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Péréquation	0,0	0,0	-0,1	-0,0	0,2	0,3
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Autres transferts aux gouvernements	0,6	-3,2	1,7	1,6	1,6	1,6
Total	0,6	-3,2	1,3	1,5	2,1	2,4
<b>Charges de programmes directes</b>						
Autres paiements de transfert	-3,1	3,2	-0,4	-0,9	-1,9	-1,6
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	15,2	7,5	5,9	4,4	2,6	2,5
Total des charges de programmes directes	12,1	10,7	5,5	3,5	0,6	0,9
<b>Total des charges de programmes</b>						
Frais de la dette publique	-0,5	2,8	3,1	5,1	6,8	5,9
Total des charges	6,7	7,8	9,6	11,6	12,5	12,4
<b>Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes</b>						
Pertes actuarielles nettes	0,2	-0,2	-1,9	-2,2	-0,4	0,2
Solde budgétaire	7,0	-1,6	-5,2	-2,7	-0,9	2,1
<b>Dette fédérale</b>						
	-7,2	-7,4	-2,2	0,5	1,4	-0,8

Source : Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Appendix I: Comparaison par rapport à la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021*

G\$	Prévision					
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	0,1	3,4	4,4	4,7	5,4	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	0,8	0,9	1,1	1,3	0,4	-0,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	-1,1	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3
Impôt total sur le revenu	-0,2	4,0	5,2	5,7	5,6	5,1
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	-0,3	-0,1	0,5	1,3	1,8	2,3
Droits de douane à l'importation	0,2	0,7	0,9	0,9	0,8	0,7
Autres taxes et droits d'accise	0,2	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1
Total des taxes et droits d'accise	0,2	0,7	1,3	2,1	2,6	3,1
<b>Autres revenus fiscaux</b>						
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations d'AE	0,3	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9
Autres revenus	0,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,2
Total des revenus budgétaires	2,4	-0,2	0,7	0,7	-1,1	-1,8
<b>Total des revenus budgétaires</b>						
	2,8	5,2	8,1	9,3	8,1	7,5
<b>Principaux transferts aux personnes</b>						
Prestations aux aînés	0,0	0,3	0,3	0,1	-0,1	-0,2
Prestations d'AE	0,3	-4,7	-0,2	-0,3	-0,2	-0,1
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-4,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,0	0,0	0,8	0,8	0,7	0,4
Total	-3,6	-4,7	0,9	0,7	0,4	0,1
<b>Principaux transferts aux autres administrations</b>						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,4	0,8	0,8	0,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,2	0,3	0,4	0,4
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,0	0,0
Autres transferts aux gouvernements	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Total	0,3	0,5	1,0	1,6	1,8	2,0
<b>Charges de programmes directes</b>						
Autres paiements de transfert	-0,9	-0,5	0,7	1,1	-0,8	0,2
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	1,9	-1,3	-1,8	-1,4	0,7	3,3
Total des charges de programmes directes	1,1	-1,8	-1,1	-0,4	-0,1	3,5
<b>Total des charges de programmes</b>						
	-2,1	-6,1	0,8	1,8	2,1	5,7
<b>Frais de la dette publique</b>						
Total des charges	-0,1	0,6	1,1	3,6	4,9	5,1
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-2,2	-5,5	1,9	5,4	7,0	10,8
Pertes actuarielles nettes	5,0	10,7	6,3	3,8	1,0	-3,2
Solde budgétaire	0,2	0,2	0,6	0,4	0,7	1,1
Dette fédérale	4,7	10,5	5,6	3,4	0,2	-4,4
	-4,6	-15,0	-20,9	-24,0	-24,7	-19,9

Sources : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

# Notes

---

1. Voir le rapport intitulé *Short-Term Energy Outlook* publié en février 2022 par l'Energy Information Administration des États-Unis disponible à l'adresse suivante : <https://www.eia.gov/outlooks/steo/archives/feb22.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
2. Pour une analyse des perturbations et des problèmes d'engorgement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, voir le document de travail du FMI de février 2022, *Supply Bottlenecks: Where, Why, How Much, and What Next?*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2022/02/15/Supply-Bottlenecks-Where-Why-How-Much-and-What-Next-513188> [EN ANGLAIS SEULEMENT] et voir le Bulletin BIS n° 48, *Bottlenecks: causes and macroeconomic implications* publié en novembre 2021, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bis.org/publ/bisbull48.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
3. Les taux stables (nominaux) de l'obligation d'État de référence (10 ans) et de l'obligation à long terme de référence (au plus 30 ans) sont respectivement de 3,00 % et de 3,25 %. Le taux stable des bons du Trésor à 3 mois est de 2,20 %.
4. La prévision de référence du CPE du DPB publiée en août 2021 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/RP-2122-016-S--2021-election-proposal-costing-baseline--cout-mesures-proposees-pendant-campagne-electorale-2021-prevision-reference>.
5. Par rapport à notre prévision de référence du CPE établie en août 2021, le solde budgétaire est plus élevé de 7,0 milliards de dollars en 2020-2021, en raison notamment des recettes fiscales plus élevées que prévu partiellement compensées par des charges de programmes plus élevées que prévu, attribuables principalement à l'indemnisation aux enfants des Premières Nations et à leurs familles.
6. Par comparaison avec les perspectives financières d'avant la pandémie, les frais de la dette publique sont plus sensibles (en termes absolus) à une augmentation permanente des taux d'intérêt, principalement parce que le gouvernement doit désormais payer pour la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.
7. Ces montants comprennent les évaluations de coûts du DPB pour les mesures annoncées dans la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021*, conformément aux projets de loi C-8 et C-2.
8. Dans les perspectives actuelles, nous prévoyons que les taux d'intérêt à court et à long terme atteindront leurs niveaux à long terme à la mi-2024 plutôt qu'à la fin de 2025, tel que nous l'avions estimé dans notre prévision de référence du CPE établie en août 2021.
9. Les perspectives économiques et l'évolution de la situation financière comprennent également des révisions des coûts projetés des mesures

du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

10. Les autres paiements de transfert, gérés par les ministères, ont été révisés à la baisse pour la période de 2021-2022 à 2026-2027 en raison des dépenses fiscales plus basses que prévu et des montants périmés supérieurs à ce que nous avons projeté dans notre prévision de référence du CPE établie en août 2021.
11. À titre d'exemple, voir la mise à jour des prévisions de l'Ontario COVID-19 Science Advisory Table à l'adresse : <https://covid19-sciencetable.ca/wp-content/uploads/2022/02/Update-on-COVID-19-Projections-Additional-Modelling-2022.02.08-English-1.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
12. Une étude publiée récemment par la Federal Reserve Bank of St. Louis s'intéresse aux perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et à l'inflation durant la pandémie. Elle est disponible à l'adresse : <https://files.stlouisfed.org/files/htdocs/publications/review/2022/02/07/global-supply-chain-disruptions-and-inflation-during-the-covid-19-pandemic.pdf> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
13. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes a révélé qu'au cours des 20 dernières années, partout dans le monde, le nombre de catastrophes majeures a nettement augmenté, passant de 4 212 événements entre 1980 et 1999 à 7 348 au cours de la période de 2000 à 2019. Pour plus de renseignements, consulter la page : <https://www.undrr.org/publication/human-cost-disasters-overview-last-20-years-2000-2019> [EN ANGLAIS SEULEMENT].
14. Les nouvelles mesures annoncées dans la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021* (pour la période de 2021-2022 à 2025-2026) s'ajoutent en grande partie aux mesures prévues dans la plateforme électorale de 2021 du Parti libéral du Canada. Pour plus de renseignements, consulter le rapport : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/RP-2122-027-S--economic-fiscal-update-2021-issues-parliamentarians--mise-jour-economique-budgetaire-2021-enjeux-parlementaires>.